

# Traité Européen :

# POUR UN REFERENDUM NON AU DENI DE DEMOCRATIE

**TOUTES**

**ET TOUS**

**A LA HALLE**

**CARPENTIER**

**PARIS 13<sup>E</sup>**

**SAM. 2 FEVRIER**

**A 14H30**

81, boulevard Massena

M<sup>o</sup> Porte d'Ivry

## COMITÉ NATIONAL POUR UN RÉFÉRENDUM (CNR)

avec : AC ! - Alternative citoyenne  
CCAG - Alterekolo - Apels - ATTAC  
France - Cactus La Gauche ! - Cedetim  
Ipam - Cgt spectacle - Collectifs du  
29 mai - Confédération paysanne  
Convergence pour la défense des  
services publics - Coordination des  
collectifs antilibéraux - Csprg  
D&S-DIDF - Droits devant ! - Fondation  
Copernic - Forces militantes - Gauche  
Avenir - LCR - Les Alternatifs  
Les Pénélopes - LO - Marches  
européennes - MARS  
Gauche Républicaine - Mémoires des  
luttons - MJCF - MRC - Observatoire de  
la Démocratie - OMOS - Organisation  
des Femmes Egalité - PT  
Parti Pris - PCF - PCOF - PRS  
Regards - Réseau féministe - Ruptures  
Résistance 7<sup>e</sup> Art Résistance  
sociale - RSE Transform ! - UFAL  
Union syndicale Solidaires -

Lundi 4 février, le Congrès des parlementaires se réunit à Versailles pour voter la modification de Constitution nécessaire à la ratification du nouveau traité européen. Ce traité s'inscrit dans la suite du Traité constitutionnel rejeté par une majorité en France et aux Pays-bas, par référendum.

**Le respect du vote populaire veut que ce nouveau traité soit ratifié par référendum.**

C'est une exigence démocratique fondamentale. Seul le peuple peut faire ou défaire ce qu'il a fait ou défait.

C'est une condition pour qu'ait lieu le grand débat public sur l'avenir et les transformations à entreprendre en France et en Europe, solidairement avec les autres peuples européens. Alors que tant de décisions qui concernent notre vie quotidienne et celle du pays dépendent de politiques européennes, comment justifier qu'on refuse au peuple de s'exprimer ?

Nicolas Sarkozy veut contourner le vote populaire. **S'il persiste dans son refus de donner la parole au peuple sur un texte qui engage l'avenir du pays, les députés et sénateurs peuvent l'y contraindre, si 2/5 d'entre eux votent contre la révision de la Constitution, le 4 février, à Versailles.** Et cela, quelle que soit leur position sur le traité.

Dans la diversité de nos opinions, nous appelons en urgence à nous retrouver ensemble, **tous ensemble, le 2 février, pour empêcher le déni de démocratie et exiger la tenue d'un référendum !**

# CNR



Comité National  
pour une Référendum

[www.nousvoulonsunreferendum.eu](http://www.nousvoulonsunreferendum.eu)